

SUIVI TRIMESTRIEL REGIONAL  
FILIÈRE CONSTRUCTION



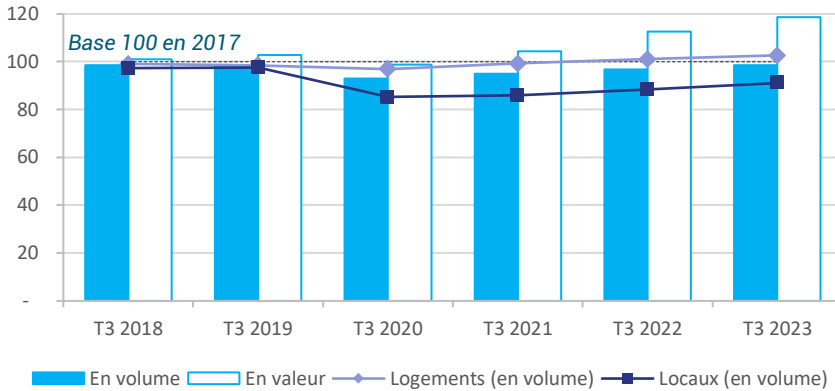
DÉCEMBRE 2023



## ➤ L'activité entretien-rénovation reste bien orientée au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023, mais des inquiétudes persistent pour les mois à venir

### Évolution de l'activité entretien-rénovation au troisième trimestre par rapport au troisième trimestre de l'année précédente (base 100 en 2017)

Unités : évolution par rapport à n-1 en base 100 à 2017



### +2,0%

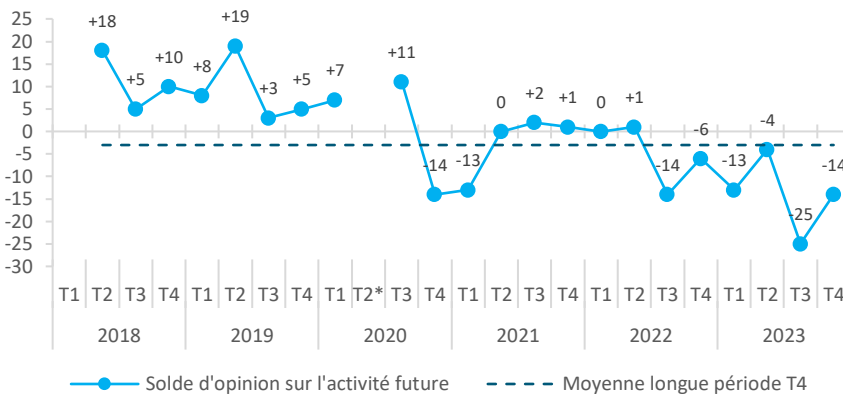
de volume de travaux entretien-rénovation facturé par les entreprises du bâtiment au T3 2023 par rapport au T3 2022

L'activité entretien-rénovation reste bien orientée au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 dans la région, affichant un volume de travaux en hausse de +2,0% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022 et un montant de facturation à +5,3%. La dynamique semble même s'accélérer après une progression trimestrielle moyenne de +1,0% depuis un an. De fait, le volume d'activité en entretien-rénovation retrouve aujourd'hui son niveau pré-Covid.

- Avec une hausse de +1,6% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022, le volume d'activité entretien-rénovation dépasse son niveau d'avant-crise dans le segment résidentiel ce trimestre. Il s'en rapproche dans le non-résidentiel à la faveur d'un 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 très dynamique (+3,2% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022).

### Solde d'opinion des entreprises du bâtiment sur l'évolution de leur montant de facturation dans l'entretien-rénovation

Unité : solde d'opinion\* (en %)



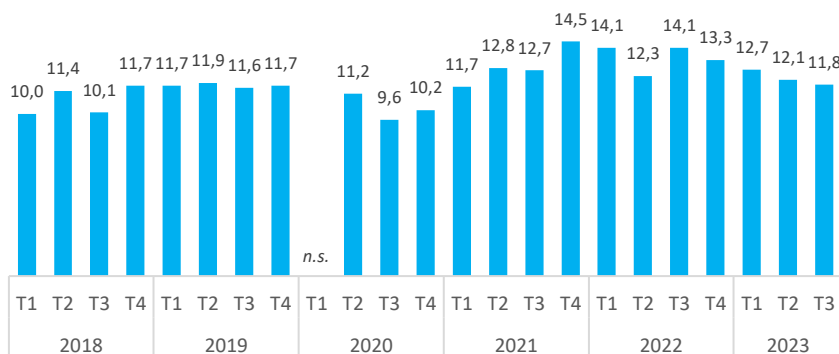
### -14 pts

de solde d'opinion des entreprises du bâtiment sur l'évolution de leur montant de facturation en entretien-rénovation prévue au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023

Si le solde d'opinion des entreprises du Bâtiment de la région sur l'évolution future de leur montant de facturation progresse de 11 points par rapport au trimestre précédent, il reste à un niveau bas, inférieur de 11 points à sa moyenne longue période. De fait, seuls 16% des professionnels du Bâtiment de la région anticipent une hausse, même légère, de leur activité d'entretien-rénovation d'ici à la fin de l'année (une proportion en hausse de +5 points par rapport au trimestre précédent mais inférieure de 5 points à sa moyenne longue période) quand 30% craignent une baisse (en baisse de -6 points par rapport au trimestre précédent mais 6 points au-dessus de sa moyenne longue période).

\*Les données pour le deuxième trimestre 2020 n'ont pu être diffusées, le taux de réponse à l'enquête (réalisée en avril 2020 pour ce trimestre) étant extrêmement faible du fait du confinement strict.

### Niveau trimestriel du carnet de commandes en entretien-rénovation (en semaines) des entreprises de Bâtiment



- À noter que cette tendance se retrouve pour l'ensemble de l'activité entretien-rénovation, puisque le solde d'opinion sur l'activité future est de -14 dans le segment du logement (12 points en-dessous de sa moyenne longue période) et de -10 dans le segment non-résidentiel (5 points en-dessous de sa moyenne longue période).

### 11,8 semaines

de carnet de commandes au T3 2023

Le niveau du carnet de commandes en entretien-rénovation continue de s'éroder (2 semaines et demi de perdues en un an). L'écoulement des chantiers « accumulés » depuis plus d'un an par les problèmes d'approvisionnement n'est donc pas suffisamment compensé par la signature de nouveaux devis.

Source : réseau des CERC

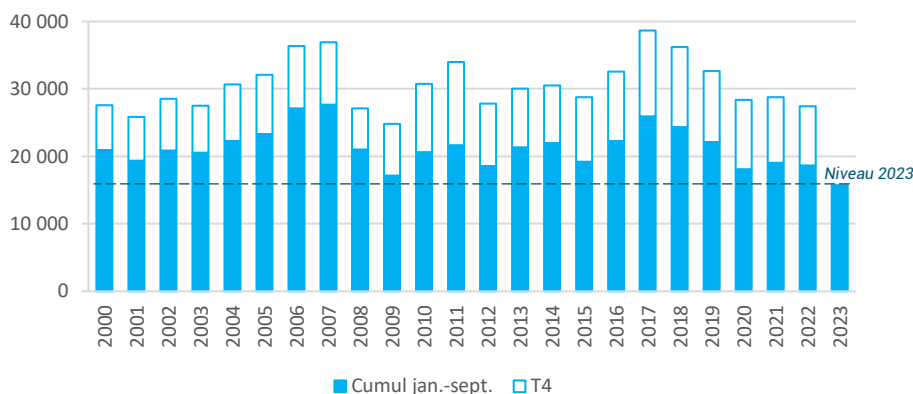




## ➤ La construction neuve de logements s'enfonce dans le rouge

Nombre de logements commencés	au T3 2023	Évol. par rapport au T3 2022	au cumul entre jan. et sept. 2023	Évol. par rapport à jan.-sept. 2022
Total logements commencés	4 360	-16% ▼	15 750	-16% ▼
Individuel pur	940	-26% ▼	3 860	-26% ▼
Individuel groupé	450	-33% ▼	1 530	-28% ▼
Collectif	2 970	-8% ▼	10 360	-8% ▼

Nombre de logements neufs mis en chantier au cours des trois premiers trimestres puis sur le quatrième trimestre depuis 2000



### -16%

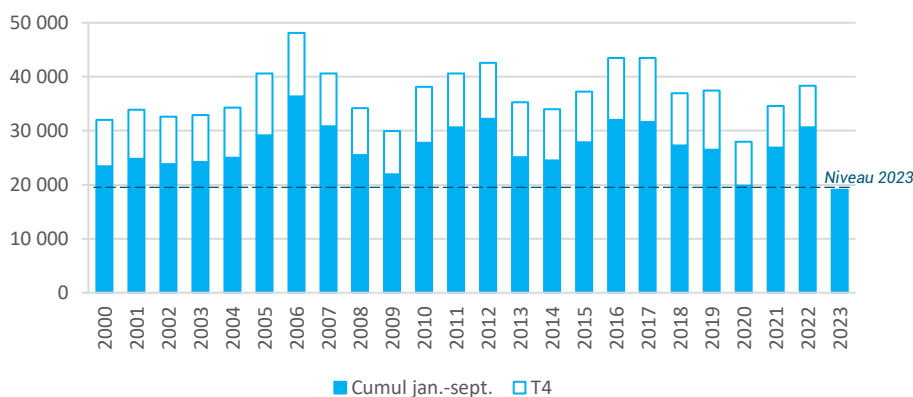
de logements neufs mis en chantier entre janvier et septembre 2023 par rapport à janvier-septembre 2022

Il n'y a jamais eu aussi peu de logements neufs construits dans la région : 4 360 ouvertures de chantier ont été enregistrées au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023, alors qu'aucun trimestre depuis 2000 n'était descendu sous les 5 000 unités. Ces trois mois succèdent à un 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 qui était déjà le plus faible recensé depuis le début de l'historique avec 5 380 logements commencés. Résultat, les mises en chantier reculent de -16% sur les 9 premiers mois de 2023 par rapport aux mêmes mois de 2022, année pourtant déjà considérée comme mauvaise. La construction résidentielle neuve régionale s'enfonce donc dans le rouge, entravée notamment par une demande en berne.

- La chute des mises en chantier est plus nette dans le segment individuel que dans le segment collectif. Deux raisons peuvent expliquer cette tendance : une demande en logements collectifs plus résiliente grâce notamment à de nouvelles échéances réglementaires (RE 2020, Aide à la relance de la construction durable ARCD) ayant amené un afflux de demandes d'autorisation entre fin 2021 et le 1<sup>er</sup> semestre 2022, et un délai de mise en chantier plus long dans le segment collectif que dans le segment individuel, ce qui a tendance à lisser les ouvertures de chantier.

Nombre de logements autorisés	Au T3 2023	Évol. par rapport au T3 2022	Au cumul entre jan. et sept. 2023	Évol. par rapport à jan.-sept. 2022
Total logements autorisés	6 070	-42% ▼	19 040	-38% ▼
Individuel pur	1 320	-20% ▼	4 300	-31% ▼
Individuel groupé	580	-29% ▼	1 930	-41% ▼
Collectif	4 170	-48% ▼	12 810	-39% ▼

Nombre de logements neufs autorisés au cours des trois premiers trimestres puis sur le quatrième trimestre depuis 2000



### -38%

de logements neufs autorisés entre janvier et septembre 2023 par rapport à janvier-septembre 2022

Avec 6 070 logements autorisés dans la région entre juillet et septembre 2023, le 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 affiche le plus petit volume d'autorisation enregistré sur un trimestre depuis le début du suivi statistique du Ministère en 2000 (hors 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, marqué par le confinement sanitaire strict et le fonctionnement ralenti des services instructeurs). C'est aussi le troisième trimestre consécutif sous les 7 000 autorisations, alors que seulement 5 trimestres (y compris les deux premiers trimestres de 2020) avaient atteint ce « record » depuis 2000. Résultat, les autorisations de logements neufs chutent de -38% sur les 9 premiers mois de 2023 par rapport aux mêmes mois de 2022, affichant le plus faible total de permis accordés sur 9 mois depuis plus de 20 ans, s'établissant même en-dessous du « volume Covid ». Le climat dans la construction résidentielle neuve s'avère donc particulièrement morose, plombé par un contexte macro-économique (inflation record, tensions géopolitiques) et politique (lutte contre l'artificialisation, recherche de sobriété carbone et énergétique) défavorable.

- La chute des autorisations est visible sur l'ensemble des marchés résidentiels sans exception.

Source : SDES, Sit@del en date réelle estimée

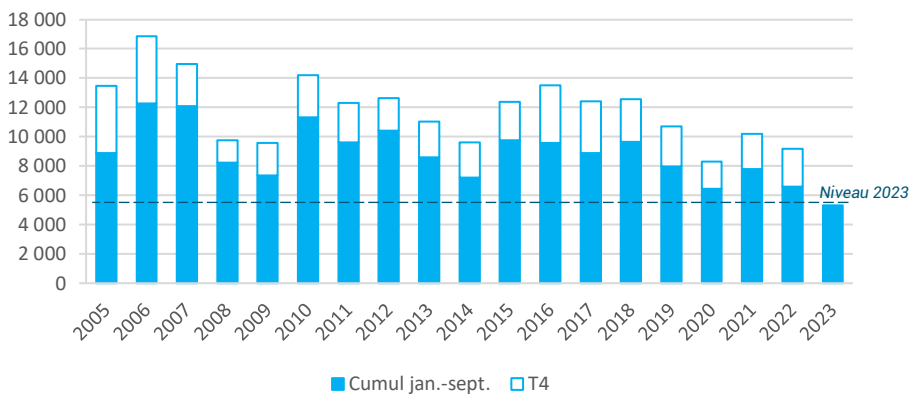




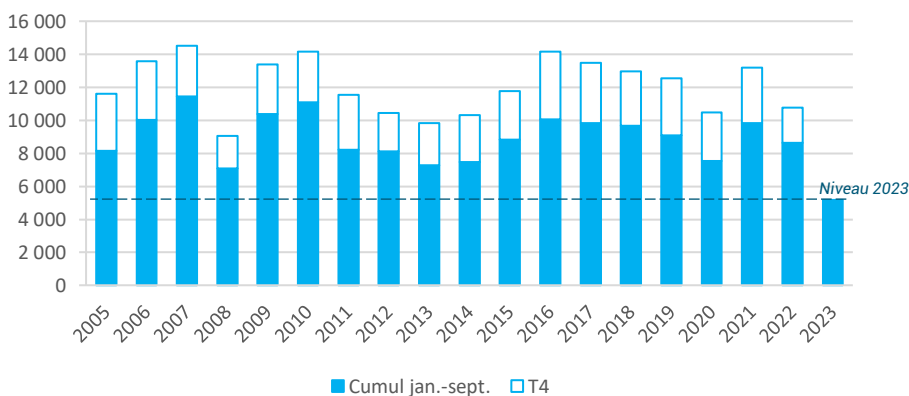
## ➤ Le marché du logement neuf en panne sèche

La commercialisation de logements neufs	Au T3 2023	Évol. par rapport au T3 2022	Au cumul entre jan. et sept. 2023	Évol. par rapport à jan.-sept. 2022
Total logements mis en vente	1 640	-38% ▼	5 730	-17% ▼
Total logements réservés	1 360	-40% ▼	5 430	-40% ▼
Total logements disponibles à la vente (à fin sept. 2023 - évol. vs fin sept. 2022)	10 940	+13% ▲		

Nombre de logements neufs (collectifs et individuels groupés) mis en vente au cours des trois premiers trimestres puis sur le quatrième trimestre depuis 2005

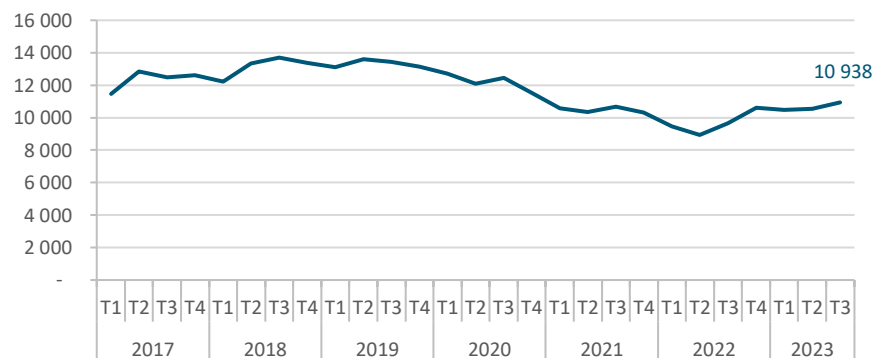


Nombre de logements neufs (collectifs et individuels groupés) réservés au cours des trois premiers trimestres puis sur le quatrième trimestre depuis 2005



Évolution de l'encours disponible de logements neufs (collectifs et individuels groupés) à la fin de chaque trimestre depuis 2005

Unité : nombre de logements



Source : ECLN

**-17%**

de logements neufs mis en vente entre janvier et septembre 2023 par rapport à janvier-septembre 2022

Moins de 1 700 logements neufs (collectifs et individuels groupés) ont été commercialisés au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 dans la région, plus petit volume trimestriel enregistré depuis le début de l'historique en 2005, à égalité avec le 1<sup>er</sup> trimestre 2023. Au total sur les neuf premiers mois de 2023, moins de 6 000 logements neufs ont ainsi été mis en vente par les promoteurs, un volume sur 9 mois qui n'a jamais été aussi bas.

Le marché du logement neuf est donc à l'arrêt, les promoteurs étant pris en étau entre d'une part la hausse des coûts de construction, provoquée par les prix de matériaux et des normes environnementales plus exigeantes, et d'autre part la désolvabilisation des acquéreurs provoquée par l'érosion de leur pouvoir d'achat et la hausse des taux de crédits.

**-40%**

de logements neufs réservés entre janvier et septembre 2023 par rapport à janvier-septembre 2022

Si l'offre en logements peine à se renouveler, la demande reste quant à elle totalement atone : à peine 1 360 réservations de logements ont été enregistrées au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 dans la région, soit le plus petit volume trimestriel depuis le début de l'historique (2005). Ces trois mois arrivent après un 1<sup>er</sup> semestre 2023 déjà historiquement bas. Au total, moins de 6 000 logements neufs ont ainsi été réservés sur les 9 premiers mois de 2023, de loin le plus bas volume sur 9 mois enregistré dans la région depuis 2005.

La demande reste entravée par un contexte économique dégradé, les ménages étant soumis à une inflation record et une hausse importante des prix de commercialisation rognant leur pouvoir d'achat, ainsi qu'à une difficulté d'accès aux crédits accrue par la hausse des taux et des conditions d'octroi plus strictes de la part des banques.

**+13%**

de logements neufs disponibles à la vente à fin septembre 2023 par rapport à fin septembre 2022

L'atonie de la demande ne permet pas aux promoteurs d'écouler leur stock et donc de renouveler leur offre, ce qui bride leur capacité à lancer de nouveaux programmes. La vente en bloc de tout ou partie de programmes à de gros acteurs (bailleurs sociaux, investisseurs institutionnels) peut permettre de dégripper quelque peu le marché et soulager les promoteurs, mais aucun frémissement n'est pour l'instant observé sur la vente en bloc dans la région (-2% entre janvier et septembre 2023 par rapport à un an plus tôt).

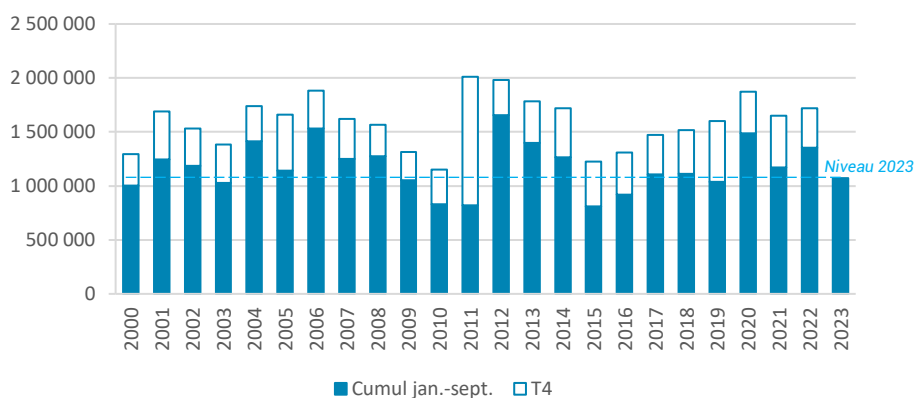




## ➤ La construction non-résidentielle marque également le pas

La construction neuve de locaux non-résidentiels	Au T3 2023	Évol. par rapport au T3 2022	Au cumul entre jan. et sept. 2023	Évol. par rapport à jan.-sept. 2022
Surface totale <u>commencée</u>	313 960 m <sup>2</sup>	-21% ▼	1,07 mill. m <sup>2</sup>	-21% ▼
Surface totale <u>autorisée</u>	540 890 m <sup>2</sup>	-33% ▼	1,61 mill. m <sup>2</sup>	-17% ▼

Surface non-résidentielle neuve (en m<sup>2</sup>) mise en chantier au cours des trois premiers trimestres puis sur le quatrième trimestre depuis 2000



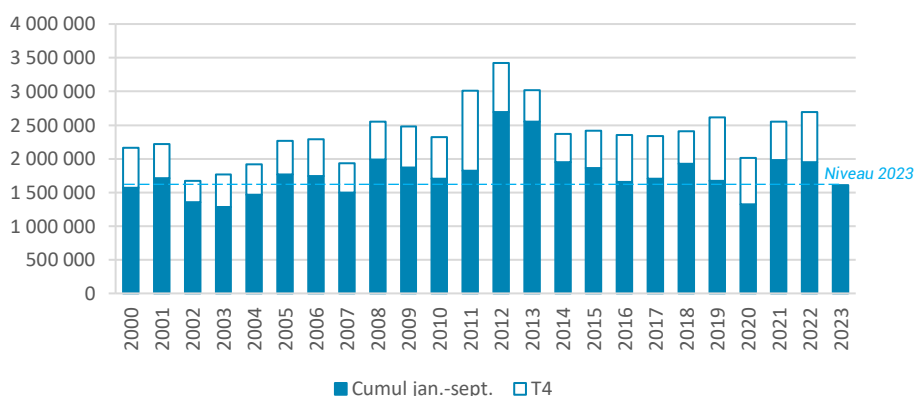
**-21%**

de surface non-résidentielle neuve mise en chantier entre janvier et septembre 2023 par rapport à janvier-septembre 2022

Moins de 315 000 m<sup>2</sup> de locaux non-résidentiels neufs ont été mis en chantier au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 dans la région, en baisse de -21% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022. Ce trimestre succède à un 2<sup>ème</sup> trimestre déjà en forte baisse (-42% en un an). Au total depuis le début de l'année, 1,07 millions de m<sup>2</sup> de locaux non-résidentiels ont été lancés à la construction, un volume en baisse de -21% par rapport aux 9 premiers mois de 2022. Alors qu'elle semblait plutôt résiliente entre 2020 et 2022, la construction non-résidentielle commence donc elle aussi à marquer le pas dans la région.

- Cette baisse est essentiellement portée par les entrepôts, qui ont fortement décollé entre 2018 et 2022 mais sont désormais en phase d'atterrissage (-67% de surface mise en chantier entre janvier et septembre 2023 par rapport à un an plus tôt et -72% sur 12 mois glissants). Les exploitations agricoles et, dans une moindre mesure, les bureaux sont également en baisse depuis le début de l'année. De leur côté, les commerces, les bâtiments administratifs et les hôtels, à l'arrêt au cœur de la crise sanitaire, continuent d'afficher du vert ce trimestre.

Surface non-résidentielle neuve (en m<sup>2</sup>) autorisée au cours des trois premiers trimestres puis sur le quatrième trimestre depuis 2000



**-17%**

de surface non-résidentielle neuve autorisée entre janvier et septembre 2023 par rapport à janvier-septembre 2022

Après l'emballlement des années post-Covid dans une phase de reprise économique, la demande en locaux semble doucement revenir à la normale : 1,6 millions de m<sup>2</sup> de locaux non-résidentiels ont été autorisés à la construction entre janvier et septembre 2023 dans la région, un volume sur 9 mois en baisse de -17% par rapport à un an plus tôt et proche de celui d'avant-crise. Le contexte macro-économique difficile (hausse des coûts, hausse des taux bancaires), les tensions géopolitiques et la promotion d'une sobriété foncière de la part des pouvoirs publics poussent les acteurs économiques à la prudence en attendant un potentiel desserrement de la politique monétaire de la Banque centrale européenne.

- Ce ralentissement des autorisations s'observe pour l'ensemble des secteurs économiques privés. Seuls les locaux destinés aux administrations publiques affichent une croissance positive des autorisations sur les 9 premiers mois de 2023, alors que l'on entre dans la deuxième moitié du cycle électoral municipal, traditionnellement plus favorable aux investissements des collectivités.

Source : SDES, Sit@del en date réelle de prise en compte



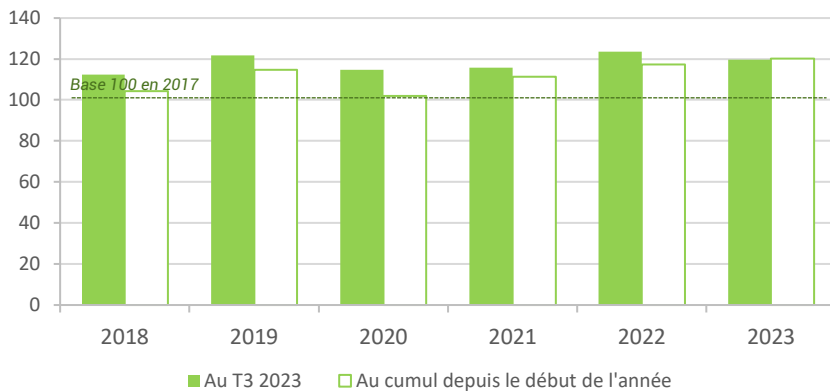


## ➤ L'activité ralentit dans les Travaux Publics mais les prises de commande se raffermissent

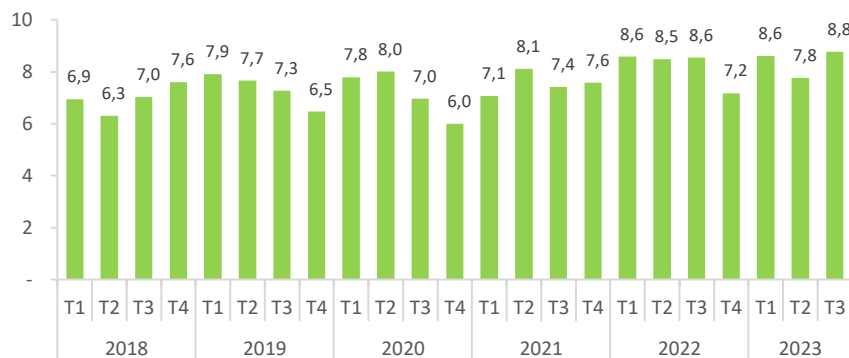
L'activité dans les Travaux Publics au 3ème trim. 2023	Evol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T3 2022	Évol. en valeur du CA cumulé par rapport à 2022	Niveau du carnet de commandes et évol. par rapport au T3 2022
Ensemble	-3,3% ▼	+2,5% ▲	8,8 mois ▶
Terrassement	+0,4% ▶	+0,9% ▶	8,9 mois ▲
Route	-8,5% ▼	+2,0% ▲	6,7 mois ▲
Canalisateurs	-0,4% ▶	+2,5% ▲	8,0 mois ▶
Génie Civil	+9,4% ▲	+9,7% ▲	15,8 mois ▼
Énergie	-6,0% ▼	-3,9% ▼	6,6 mois ▼

### Évolution de l'activité Travaux Publics au troisième trimestre puis au cumul depuis le début de l'année par rapport à l'année précédente (base 100 en 2017)

Unité : évolution par rapport à n-1 en base 100 à 2017



### Niveau trimestriel du carnet de commandes (en mois) des entreprises de Travaux Publics



## -3,3%

d'évolution du chiffre d'affaires entre le T3 2022 et le T3 2023 pour les entreprises de Travaux Publics

Après un 1<sup>er</sup> trimestre 2023 orienté à +6,5% et un 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 enregistré à +0,3%, l'activité Travaux Publics de la région ressort négative au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023, à -3,3% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022. C'est la première fois depuis fin 2020 que l'évolution du chiffre d'affaires passe en territoire négatif. Si l'activité Travaux Publics reste encore bien orientée sur l'ensemble de l'année 2023 (+2,5% en valeur au cumul sur les neuf premiers mois de 2023 par rapport à un an plus tôt), elle le doit avant tout à un premier trimestre solide puisqu'elle montre des signes d'essoufflement depuis deux trimestres.

- *Hormis dans le génie civil, en forte progression au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 comme sur l'ensemble de l'année, le ralentissement de l'activité s'observe dans tous les métiers. Et si le très bon premier trimestre 2023 maintient encore le chiffre d'affaires annuel dans le vert chez les canaliseurs, les routiers et les terrassiers, il n'empêche pas l'inversion de tendance dans le domaine de l'énergie.*

## 8,8 mois

de carnet de commandes pour les entreprises de Travaux Publics au T3 2023

Malgré un été orageux, des éclaircies existent dans la région, notamment grâce à des prises de commandes dynamiques et un carnet qui n'a jamais été aussi élevé. Avec 8,8 mois de travail garanti au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023, la visibilité gagne un mois par rapport au trimestre précédent et 1 mois et demi par rapport à fin 2022. Les prévisions d'activité restent donc encourageantes pour les entreprises de Travaux Publics de la région.

- *La visibilité s'améliore pour les terrassiers et les routiers alors qu'elle se dégrade dans l'énergie déjà mal orientée ce trimestre. Les carnets de commande diminuent également dans le génie civil mais restent à un niveau particulièrement élevé, avec des chantiers garantis en moyenne jusqu'au premier trimestre 2025.*

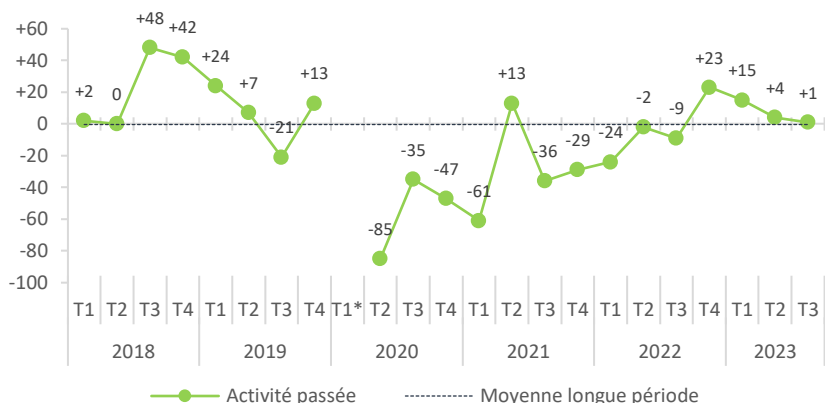




## ➤ Les chefs d'entreprises de Travaux Publics inquiets face au manque de visibilité et aux difficultés de recrutement

### Évolution de l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur activité récente

Unité : solde d'opinion\* (en %)



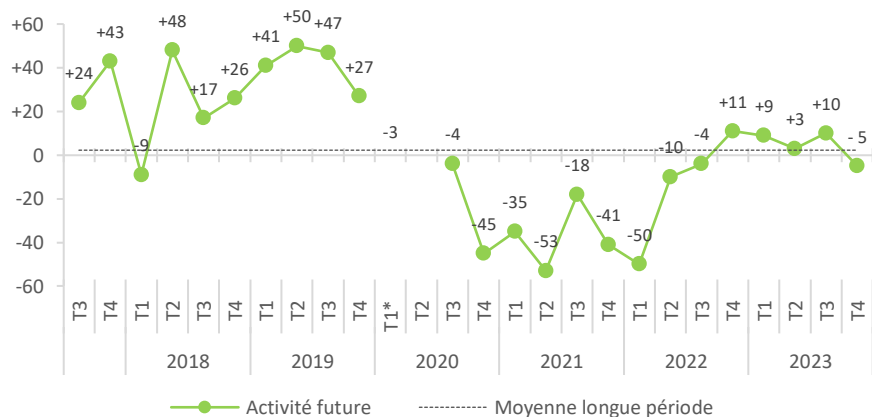
### +1 pt

de solde d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leur activité récente au T3 2023

L'appréciation des entreprises de Travaux Publics de la région sur leur activité continue de s'éroder au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 : selon la dernière enquête trimestrielle menée par la FNTP, seules 11% des entreprises interrogées indiquent avoir vu leur activité progresser au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023, une proportion en baisse de -8 points par rapport au trimestre précédent et de -28 points par rapport à fin 2022. À l'opposé du spectre, les entreprises sont 10% à indiquer une activité en diminution, une proportion également en baisse (-5 points par rapport au trimestre précédent et -6 points par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022). Résultat, le solde d'opinion sur l'activité passée ressort à +1, proche de sa moyenne longue période, mais 12 points en-dessous du niveau de fin 2022. Le jugement des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur activité, s'il n'est pas catastrophique, s'avère donc moins positif qu'il y a quelques mois.

### Évolution de l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur activité future

Unité : solde d'opinion\* (en %)



### -5 pts

de solde d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leur activité envisagée au T4 2023

En ce qui concerne l'activité prévue au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, le solde d'opinion ressort à -5, soit une baisse de -15 points par rapport au trimestre précédent et situé 7 points sous sa moyenne longue période. Dans le détail, 10% des entreprises de Travaux Publics de la région anticipent une augmentation de leur activité sur les trois prochains mois (-10 points par rapport au trimestre précédent) et 15% craignent une diminution (+5 points par rapport au trimestre précédent). Trois entreprises sur quatre misent donc sur une stabilité de l'activité, signe d'un manque de visibilité pour les mois à venir.

Ce flou sur l'activité future provient essentiellement d'inquiétudes sur un manque de marchés et de main-d'œuvre. Ainsi, 55% des entreprises de Travaux Publics interrogées ce trimestre craignent une demande insuffisante dans les semaines à venir, soit 29 points de plus qu'au trimestre précédent, et 67% d'entre elles affirment faire face à une insuffisance de personnel, 3 points de plus qu'au trimestre précédent.

\*Pendant la période de confinement général, l'enquête trimestrielle de conjoncture dans les travaux publics d'avril 2020, dont la collecte a été réduite à internet uniquement, a pâti d'un taux de réponse extrêmement faible et ses résultats n'ont par conséquent pas pu être diffusés. Le taux de réponse à l'enquête s'est ensuite redressé en juillet, la collecte ayant été menée à nouveau par internet et par envoi postal (questionnaire papier).

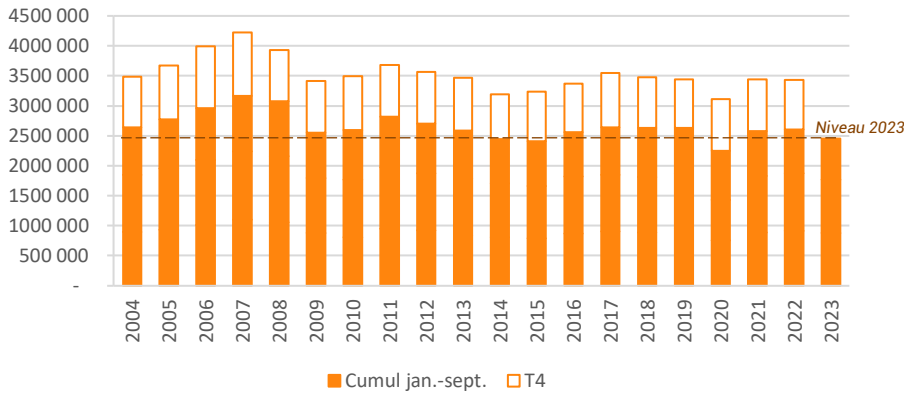




## ➤ La crise de la construction neuve impacte la production de matériaux

La production de matériaux	Au T3 2023	Évol. par rapport au T3 2022	Au cumul entre jan. et sept. 2023	Évol. par rapport à jan.-sept. 2022
Production de BPE	685 240 m <sup>3</sup>	-7% ▼	2 453 740 m <sup>3</sup>	-6% ▼
Production de Granulats	4 420 kT	-9% ▼	15 090 kT	-9% ▼

Production de BPE (en m<sup>3</sup>) au cours des trois premiers trimestres puis sur le quatrième trimestre depuis 2004

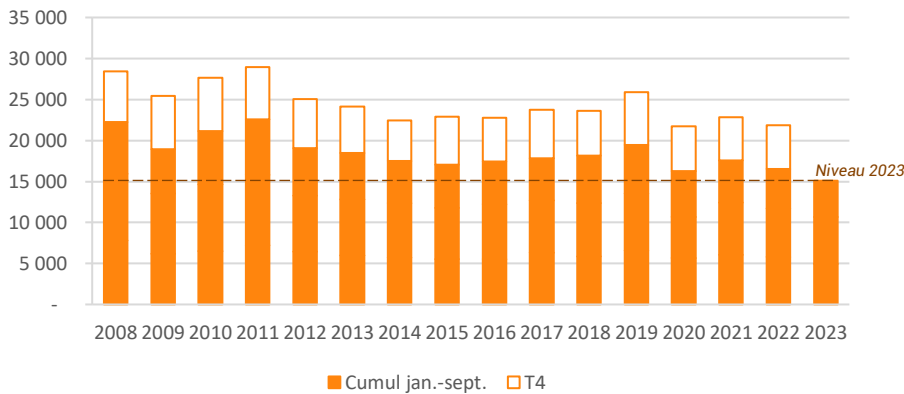


**-6%**

de BPE produits entre janvier et septembre 2023 par rapport à janvier-septembre 2022

Alors que le secteur du bâtiment plonge dans une profonde léthargie, il entraîne dans son sillage le premier maillon de sa chaîne de valeur, le béton prêt à l'emploi. De fait, sur le 3<sup>ème</sup> trimestre 2023, l'activité BPE régionale décline de -7% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022. Au cumul depuis le début de l'année, la production de BPE perd -6% par rapport à un an plus tôt. Le cubage produit sur 9 mois est ainsi le plus bas enregistré dans la région depuis 2014-2015, pires années de l'historique (hors 2020, période de confinement sanitaire strict). Seule éclaircie dans ce climat morose, l'activité génie civil reste dynamique, apportant une bouée de sauvetage bienvenue au secteur BPE.

Production de granulats (en kT) au cours des trois premiers trimestres puis sur le quatrième trimestre depuis 2008



**-9%**

de granulats produits entre janvier et septembre 2023 par rapport à janvier-septembre 2022

Avec trois trimestres consécutifs en baisse, l'activité granulats subit également le ralentissement de l'activité. La production régionale de granulats s'affiche ainsi à -9% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022, après deux premiers trimestres respectivement orientés à -14% et -4% en glissement annuel. Au cumul depuis le début de l'année, l'activité granulats ressort en baisse de -9% par rapport à un an plus tôt, totalisant le plus faible volume de production enregistré sur 9 mois depuis 2008. Par rapport à 2022, c'est ainsi une perte sèche de 1 500 kT de granulats produits dans la région. La différence atteint même les 2 500 kT par rapport à 2021.







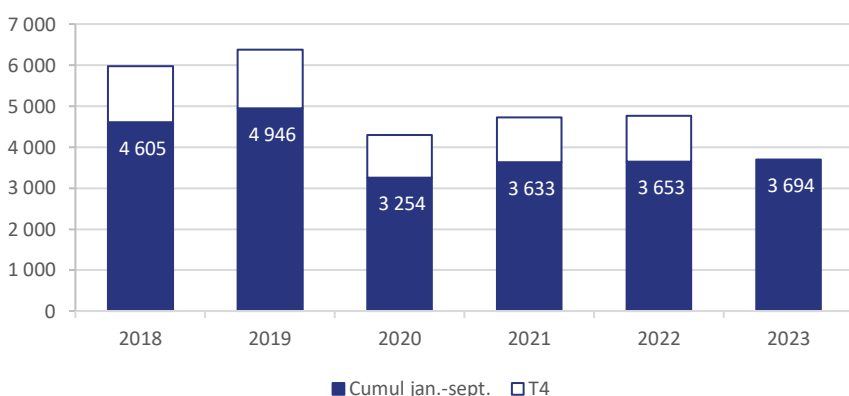
## ➤ Le début d'un frémissement dans la commande publique ?

Nombre d'appels d'offres publics de travaux publiés	Au T3 2023	Évol. par rapport au T3 2022	Au cumul entre jan. et sept. 2023	Évol. par rapport à jan.-sept. 2022
Total des AO publiés	1 150	+5% ▲	3 690	+1% ▲
dont TP*	450	+5% ▲	1 370	-1% ▼
dont bâtiment*	550	+0% ►	1 850	-1% ►
dont pôle local	630	+4% ▲	2 130	+0% ►
dont conseils territoriaux	80	+1% ▲	250	-7% ▼
dont État	160	+19% ▲	450	+4% ▲
dont autres	280	0% ►	870	+5% ▲

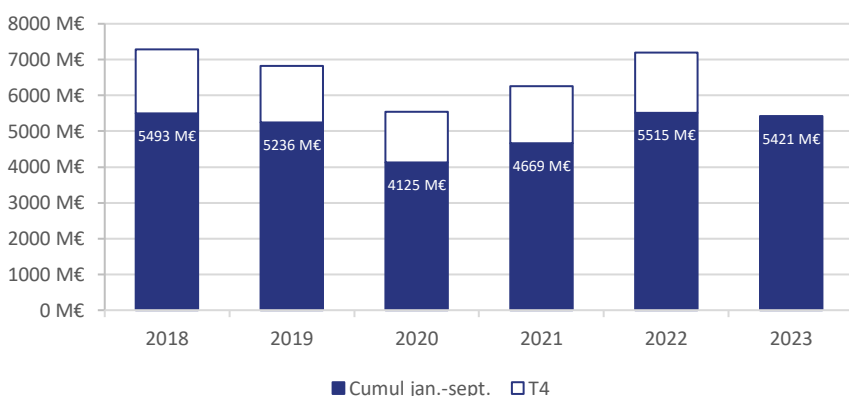
Montants des marchés publics de travaux publiés	Au T3 2023	Évol. par rapport au T3 2022	Au cumul entre jan. et sept. 2023	Évol. par rapport à jan.-sept. 2022
Total des AO publiés	1790 M€	+21% ▲	5420 M€	-2% ▼
dont TP*	800 M€	+27% ▲	1910 M€	-7% ▼
dont bâtiment*	540 M€	+12% ▲	1900 M€	+0% ►
dont pôle local	920 M€	+28% ▲	2620 M€	+9% ▲
dont conseils territoriaux	150 M€	-20% ▼	380 M€	-45% ▼
dont État	360 M€	+83% ▲	1060 M€	+2% ▲
dont autres	360 M€	-5% ▼	1360 M€	-2% ▼

\*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et ne sont pas recensés ici. Ces marchés ont progressé de +18% en volume et de +3% en montant sur la période.

### Nombre d'appels d'offres publics de Travaux publiés au cours des trois premiers trimestres puis sur le quatrième trimestre depuis 2018



### Montant des marchés publics de Travaux publiés au cours des trois premiers trimestres puis sur le quatrième trimestre depuis 2018



#### Note :

- Le pôle local englobe les communes et intercommunalités, ainsi que toutes les structures de regroupement communal (syndicats intercommunaux, ASA, etc.), les structures de proximité (CCAS, etc.) et les entreprises publiques locales.
- Les conseils territoriaux correspondent aux six conseils départementaux et au conseil régional.
- L'item « État » renvoie aux services déconcentrés de l'État en région, ainsi qu'aux structures publiques (BRGM, ADEME, etc.), aux structures d'envergure ou d'intérêt national (comme l'EPA Euroméditerranée dans la région) ou aux structures sous contrôle direct de l'État (Rectorats, Universités, etc.).
- Enfin, l'item « autres » regroupe les bailleurs sociaux, les structures de santé (hôpitaux, cliniques, etc.), les opérateurs publics (Aéroports, SNCF, EDF, etc.) et les entreprises privées ou semi-privées soumises au code du marché public.

Source : Vecteur Plus

## +1,1%

d'appels d'offres publics de travaux publiés entre janvier et septembre 2023 par rapport à janvier-septembre 2022

La commande publique s'est doucement remise en route cet été, avec un nombre de marchés de travaux publiés au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 en hausse de +5% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022 et des montants qui s'envolent de +21% sur la période. Si le volume sur l'année reste sensiblement identique à ceux enregistrés les deux années précédentes, l'entrée dans la deuxième moitié du cycle électoral municipal semble entraîner un frémissement de la commande publique dans la région.

- Dans le détail, les appels d'offres pour des marchés de travaux ont progressé chez tous les acheteurs publics au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023, avec une mention particulière pour l'État (+19% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022), les bailleurs sociaux (+10%) et le pôle local (+4%). Au cumul depuis le début de l'année, l'accélération est d'ailleurs bien visible de la part de l'État et des bailleurs sociaux, alors que le pôle local est parti sur un mauvais rythme en début d'année l'empêchant d'afficher du vert. Les conseils territoriaux affichent de leur côté un triste bilan sur la première moitié de l'année (-11% d'appels d'offres publiés entre le 1<sup>er</sup> semestre 2022 et le 1<sup>er</sup> semestre 2023) que le frémissement de l'été ne suffit pour l'instant pas à combler.
- Concernant les montants prévus pour ces marchés de travaux, ils ont très nettement progressé au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023 du côté de l'État et du pôle local, moins chez les autres acheteurs publics. Si on regarde sur l'ensemble de l'année 2023, les investissements consacrés à la commande publique ont subi une belle inflation de la part du pôle local, notamment pour les intercommunalités (+20% entre janvier et septembre 2023 par rapport à un an plus tôt), témoignant du lancement de gros projets structurants pour l'aménagement des territoires.

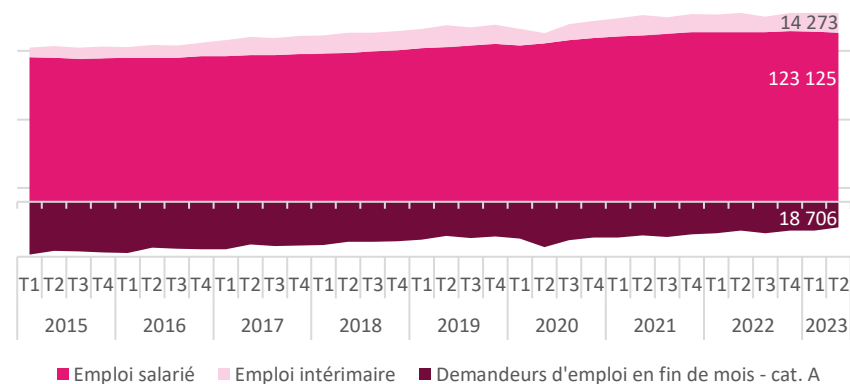




## ➤ Face aux difficultés de recrutement, l'intérim comme variable d'ajustement

Emploi dans la Construction		Évol. 1 an
Nombre de postes salariés (à fin juin 2023)	123 125	-0,5% ▶
Nombre d'intérimaires (en équivalent temps plein - à fin sept. 2023)	11 788	+3,0% ▲
Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (à fin sept. 2023)	20 505	-9,5% ▼

Nombre de postes salariés, d'intérimaires (en équivalent temps plein) et de demandeurs d'emploi (catégorie A) à chaque fin de trimestre depuis 2015 dans la Construction

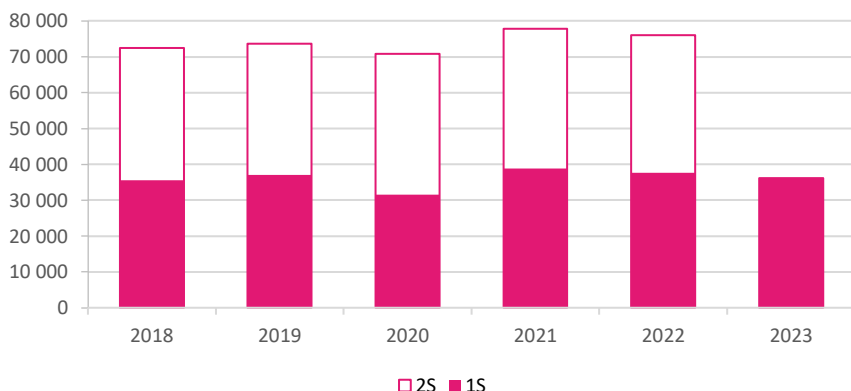


Alors que le nombre de postes salariés dans la Construction a progressé sans interruption depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, la croissance de l'emploi salarié a décéléré en 2022 jusqu'à s'inverser aujourd'hui (-0,5% de postes salariés recensés dans la Construction fin juin 2023 par rapport à un an plus tôt). En parallèle, l'emploi intérimaire progresse dans la Construction, s'affichant à +3,0% entre fin septembre 2022 et fin septembre 2023, alors que le nombre de demandeurs d'emploi continue de décroître (-9,5% entre fin septembre 2022 et fin septembre 2023). Tous ces signaux mettent en lumière l'intensification des difficultés de recrutement pour les entreprises de la Construction, forcées de se tourner vers l'emploi intérimaire pour répondre à un « stock » de main-d'œuvre disponible qui s'amenuise inexorablement.

Ce constat se confirme lorsque l'on se penche sur les déclarations préalables à l'embauche recensées ces douze derniers mois dans la région dans le secteur de la Construction : sur juillet 2022-juin 2023, elles cèdent -3% de leur volume des douze mêmes mois précédents. Et la baisse s'accélère en 2023 puisque le nombre de déclarations préalables à l'embauche enregistrées sur les six premiers mois de l'année recule de -4% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022, et même de -5% sur le seul deuxième trimestre 2023.

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Au T2 2023	Évol. par rapport au T2 2022	Au cours du 1 <sup>er</sup> semestre 2023	Évol. par rapport au S1 2022
Nombre total de DPAAE	17 860	-5,3% ▼	36 180	-3,8% ▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	2 400	-2,2% ▼	4 830	+0,2% ▶
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	6 450	-6,2% ▼	12 930	-6,7% ▼
dont CDI	9 010	-5,5% ▼	18 430	-2,7% ▼

Nombre de déclarations préalables à l'embauche recensées au 1<sup>er</sup> semestre puis sur le reste de l'année dans la Construction depuis 2018



L'emploi dans la Construction semble donc atteindre un palier, les entreprises faisant face à la fois à un ralentissement de l'activité, une hausse non négligeable des coûts de main-d'œuvre (la masse salariale du secteur Construction a par exemple progressé six fois plus vite que le nombre de postes salariés depuis l'été 2021), mais surtout à un assèchement du potentiel de recrutement.

Sources : ACOSS-URSSAF / URSSAF – données cvs  
Pôle emploi / DARES – données brutes



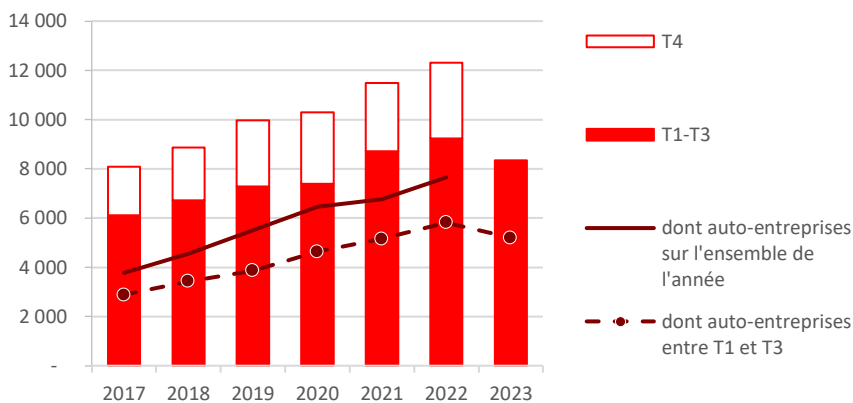


## ➤ Les entrepreneurs de la Construction sont sur la défensive face à une conjoncture économique difficile

Les créations d'entreprises de la Construction	Au T3 2023	Évol. par rapport au T3 2022	Au cumul entre jan. et sept. 2023	Évol. par rapport à jan.-sept. 2022
Nombre d'entreprises créées	2 520	-5% ▼	8 340	-10% ▼
dont auto-entreprises	1 660	-3% ▼	5 200	-11% ▼

Nombre d'entreprises de la Construction créées au cours des trois premiers trimestres puis sur le quatrième trimestre depuis 2017

Source : INSEE – données brutes



**-10%**

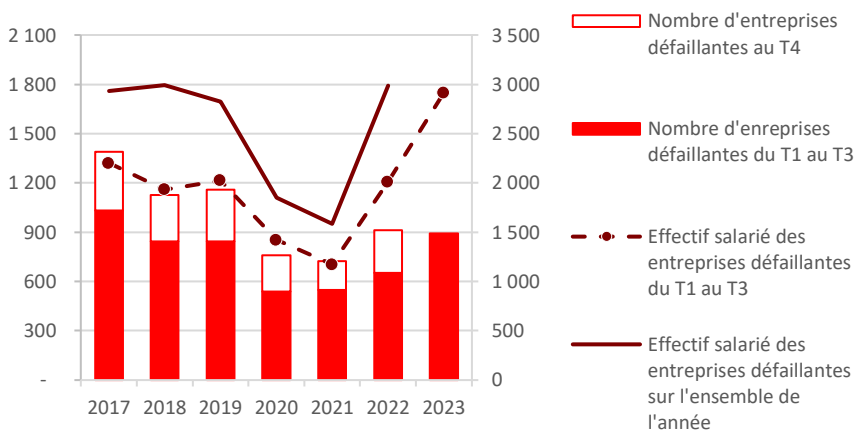
d'entreprises de la Construction créées entre janvier et septembre 2023 par rapport à janvier-septembre 2022

La dynamique de création d'entreprises dans le secteur de la Construction marque clairement le pas en 2023, avec environ 900 immatriculations perdues entre les trois premiers trimestres de 2023 et les mêmes trimestres de 2022. Alors que les créations d'entreprises suivaient une trajectoire favorable depuis plusieurs années, sans même être freinées par la crise Covid, l'inversion de tendance est brutale, témoignant d'une conjoncture beaucoup plus difficile aujourd'hui pour le secteur Construction. De même, les immatriculations d'entreprises avec le statut d'auto-entrepreneurs s'affichent à -11% sur la période, alors qu'elles avaient tendance à s'accélérer depuis la crise Covid. Cet indicateur témoigne d'une confiance qui s'érode nettement de la part des entrepreneurs, la balance bénéfiques/risques apparaissant trop déséquilibrée pour investir dans le contexte macro-économique actuel.

Les défaillances d'entreprises de la Construction	Au T3 2023	Évol. par rapport au T3 2022	Au cumul entre jan. et sept. 2023	Évol. par rapport à jan.-sept. 2022
Nombre d'entreprises sous le coup de procédures judiciaires	280	+40% ▲	890	+36% ▲
Effectif salarié concerné par ces défaillances	920	+46% ▲	2 910	+45% ▲

Nombre d'entreprises de la Construction sous le coup de procédure judiciaires au cours des trois premiers trimestres puis sur le quatrième trimestre depuis 2017

Source : Banque de France



**+36%**

de défaillances d'entreprises de la Construction entre janvier et septembre 2023 par rapport à janvier-septembre 2022

Après être tombées à un niveau historiquement bas en 2020 et 2021, les défaillances d'entreprises de la Construction sont logiquement remontées en 2022. Mais si la hausse avait jusque là été plutôt contenue, les procédures s'accélérent nettement en 2023 : sur les 9 premiers mois de l'année, la Banque de France recense dans la région déjà près de 900 dossiers d'entreprises défaillantes, soit le total de l'année 2022. Les défaillances d'entreprises ont d'ores-et-déjà retrouvé leur niveau d'avant-crise.

Ces presque 900 entreprises défaillantes mettent en difficulté près de 3 000 salariés, un volume en hausse de +45% en un an et jamais-vu sur 9 mois : on dépasse d'ores-et-déjà sur les trois premiers trimestres de 2023 le volume enregistré sur une année complète avant-Covid. Cela signifie que des entreprises plus grosses qu'habituellement sont touchées par ces défaillances.

Si la hausse des défaillances semble logique après deux « années Covid » où le « quoi qu'il en coûte » gouvernemental a offert une bouffée d'oxygène aux entreprises du pays, cette tendance à la hausse a toutefois de quoi inquiéter, notamment parce qu'elles touchent désormais toutes les tailles d'entreprises. La fin des dispositifs de soutien et le début du remboursement des prêts, impôts et cotisations semblent fragiliser de plus en plus des entreprises déjà confrontées à un contexte macroéconomique particulièrement difficile.



## Avec le concours des Membres de la CERC



Et avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC



Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

- SDES, Sit@del2
- SDES, ECLN
- Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation
- Enquête trimestrielle FNTP/INSEE
- Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA
- UNICEM
- ACOSS-URSSAF et URSSAF
- DARES
- Pôle emploi
- INSEE
- Banque de France
- Double Trade

